

*Questions orales*

des taux d'intérêt élevés sur la récession en déclarant fièrement que le gouvernement entendait maintenir son cap.

À cause de la gabegie économique dévastatrice du gouvernement, combien de Canadiens devront encore perdre leur foyer, leur emploi, leur exploitation agricole ou commerciale?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Quand le député avance ainsi la mandibule inférieure, monsieur le Président, nous nous voyons contraints de rappeler certains faits liés aux dernières années du gouvernement libéral.

En 1982-1983, le gouvernement de l'époque avait d'abord prévu un déficit de 10,5 milliards de dollars; en juin, il a dû le rétablir à 19,6 milliards de dollars. Il a dû le rétablir encore en octobre à 23,6 milliards de dollars, puis une dernière fois à 27,8 milliards de dollars, soit un écart d'évaluation de 17,3 milliards de dollars. Cela équivalait à un écart de 20 p. 100 de l'ensemble des dépenses à l'époque.

À l'instar de mon collègue, j'ai déclaré à maintes occasions que nous devons de toute nécessité mieux, beaucoup mieux prévoir les dépenses, et nous y sommes parvenus, car l'accroissement du déficit cette année n'est que de 1,5 milliard de dollars, ce qui équivaut à moins de 1 p. 100 de toutes les dépenses.

S'il importe de maintenir un bon budget des dépenses, c'est afin de conserver la confiance des prêteurs. Je constate que les députés d'en face sont en train de se marrer. Ils osent comparer leur performance alors qu'ils ont sous-évalué les dépenses de 17,3 milliards de dollars, ce qui représente une marge d'erreur de 20 p. 100 par rapport aux dépenses globales. Je sais ce qui les fait rire. Ils ne peuvent s'empêcher de rire de la façon dont le chef de l'opposition gérait les dépenses publiques lorsqu'il était président du Conseil du Trésor.

**M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Aucune région n'a payé plus cher que le Canada atlantique pour la politique des taux d'intérêt élevés et de l'appréciation du dollar adoptée par le gouvernement. Nous avons payé en perdant des exportations et des emplois. Nous avons perdu nos trains et la BFC de Summerside. Maintenant, à 150 \$ du couvert, le ministre dit aux 175 derniers conservateurs du Nouveau-Brunswick que nous devons prendre 21 millions de dollars de plus à l'APECA pour faire baisser les taux d'intérêt et pour réduire le déficit.

Pourquoi le ministre des Finances ne se rendrait-il pas enfin compte que c'est sa politique de taux d'intérêt élevés qui cause le déficit et n'arrêterait-il pas de punir le Canada atlantique de sa propre incompétence?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, la remarque que j'ai faite en réponse à une question qu'on m'avait posée au Nouveau-Brunswick la semaine dernière est la même que j'ai faite à son collègue, à savoir que nous devons bien gérer nos dépenses ici, ainsi que notre déficit. Si nous pouvons réduire notre déficit, nous allons pouvoir faire baisser les taux d'intérêt, et c'est le principal objectif des initiatives qui ont été annoncées vendredi par mon collègue, le président du Conseil du Trésor.

Tous les Canadiens, y compris ceux du Canada atlantique, profiteront des avantages qui découleront de la baisse des taux d'intérêt, si nous pouvons réduire le déficit. Il s'agit simplement du report des dépenses de l'APECA d'une année sur les suivantes. Ces crédits ne sont pas perdus, ils seront dépensés dans le Canada atlantique. Il s'agit simplement d'une question de synchronisation différente qui permettra d'élargir les efforts pour réduire notre déficit.

**M. Francis G. LeBlanc (Cap-Breton Highlands—Canso):** Monsieur le Président, après une telle réponse, je proposerais que les conservateurs qui assistent au dîner demandent à se faire rembourser.

[Français]

Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre chargé de l'application de la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Il sait que la région atlantique est déjà en récession, que nous avons les taux de chômage les plus élevés au Canada et que la TPS va nous frapper plus fort que n'importe où au Canada, sauf peut-être le Nord. Il sait que c'est le pire moment pour sabrer dans les programmes de développement régional. Pourquoi, en tant que ministre responsable de l'APECA, accepte-t-il ces coupures?

[Traduction]

**L'hon. Elmer M. MacKay (ministre des Travaux publics):** Monsieur le Président, je comprends l'inquiétude de mon collègue d'en face. Mais, assurément, il doit prêter attention à la réponse du ministre des Finances qui a résumé la situation avec exactitude. L'APECA n'a pas perdu sa capacité de s'occuper du développement économique et régional. Nous avons subi notre part de réduction, comme nous le devons, en coupant dans nos dépenses de fonctionnement et d'entretien. Nous ne réduisons en rien notre capacité de remplir le mandat dont est chargé l'APECA dans le Canada atlantique.

\* \* \*

• (1440)

#### LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.